

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Le pouvoir adjudicateur : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS
TERRES & MERS**

**76 Boulevard Gambetta
CS 40021
62 101 CALAIS CEDEX**

**FOURNITURE DE MATERIEL DE BUREAU POUR L'ENSEMBLE DES BATIMENTS
COMMUNAUTAIRES**

**Procédure adaptée en application de l'(des) article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars
2016 relatif aux marchés publics.**

Date et heure limites de remise des offres : JEUDI 20 SEPTEMBRE 2018 à 11h30

Article 1 - Acheteur

Le pouvoir adjudicateur : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS TERRES & MERS

Adresse :

76 Boulevard Gambetta
CS40 021
62 101 CALAIS CEDEX
Téléphone : 0321195500
Télécopie : 0321195509

Téléphone : 03.21.19.55.00
Télécopie : 03.21.19.55.09
Site internet : www.grandcalais.fr

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet du contrat

La consultation porte sur les prestations suivantes :
FOURNITURE DE MATERIEL DE BUREAU POUR L'ENSEMBLE DES BATIMENTS COMMUNAUTAIRES
La forme du marché revêt le caractère d'un achat.

2-2-Procédure de passation

La consultation est passée par Procédure adaptée en application de l' (des) article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2-3-Forme du contrat

La consultation donnera lieu à un accord-cadre à bons de commande, en application de l'article 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 dont les prestations seront susceptibles de varier de la manière suivante par période de un an :

Lot	Première période		Cumul périodes suivantes	
	Montant Minimum	Montant Maximum	Montant Minimum	Montant Maximum
Lot 1 - Lot unique	2 000,00 € HT	30 000,00 € HT	4 000,00 € HT	60 000,00 € HT

2-4-Marchés publics simplifiés (MPS)

Le dispositif MPS n'est pas prévu.

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Décomposition du contrat

Sans objet

3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 1 An(s), à compter de la notification du marché.

L'accord-cadre est reconductible 2 fois, de manière expresse dans les conditions définies au CCP, pour une période de 1 An(s), soit une durée maximale de 3 An(s).

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions ci-après.

Le délai d'exécution sera indiqué sur chaque bon de commande.

3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire. Fonds propres, emprunts et subventionnements éventuels

3-4-Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

3-5-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 3 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

3-6-Variantes

3-6-1-Variantes autorisées

Les variantes par rapport à l'objet de l'accord-cadre et à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

3-7-Autres dispositions

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement,
- le CCP,
- Le BPU / DEAD

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article 39 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

www.klekoon.com

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Article 5 - Présentation des propositions

5-1-Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature

- Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/dc1.rtf)
- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/dc2.rtf)
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.
- La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à les engager
- Etats annuels des certificats fiscaux et sociaux

Contenu de l'offre

- Acte d'engagement
- Bordereau de prix unitaire / DEAD
- Cahier des clauses particulières
- Mémoire technique
- Echantillons

Conformément à l'article 55 - IV du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire de l'accord-cadre qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

5-2-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-3-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura l'accord-cadre dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-4-Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidats transmettent leur proposition sous pli portant la mention suivante :

"Affaire n°18-036 - FOURNITURE DE MATERIEL DE BUREAU POUR L'ENSEMBLE DES BATIMENTS COMMUNAUTAIRES - NE PAS OUVRIR".

L'enveloppe contient les justificatifs de candidature visés à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et au règlement de la consultation, ainsi que les éléments relatifs à l'offre.

Les plis devront être remis contre récépissé à l'adresse suivante :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
GRAND CALAIS TERRES & MERS
SERVICE MARCHES PUBLICS
76 BOULEVARD GAMBETTA
CS 40 021
62101
CALAIS CEDEX

ou, s'ils sont envoyés par la poste, devront l'être à l'adresse ci-dessous :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
GRAND CALAIS TERRES & MERS
SERVICE MARCHES PUBLICS
76 BOULEVARD GAMBETTA
CS 40 021
62101
CALAIS CEDEX

par pli recommandé avec avis de réception postal.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ne seront pas ouverts.

Le pouvoir adjudicateur accepte le dépôt des plis par voie électronique à l'adresse suivante :

www.klekoon.com

5-5-Négociation

Les conditions de négociation sont les suivantes :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier, cette négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre.

Les offres inappropriées seront éliminées et ne seront pas retenues pour la négociation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir pour la négociation les offres Irrégulières ou inacceptables. Si cela n'est pas le cas, ces offres ne seront pas retenues et ne seront pas classées.

Après examen des offres remises, le pouvoir adjudicateur effectue un premier classement. Au regard de celui-ci, il peut engager des négociations avec tout ou partie des candidats. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire passer des auditions aux candidats retenus.

A l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur procède à une nouvelle notation, de laquelle découlera le classement final. Au regard des résultats de la négociation, la note final pourra varier à la hausse ou à la baisse. Si les offres retenues pour la négociation restent irrégulières ou inacceptables à l'issue de la négociation, elles seront classées.

Toutefois, l'acheteur peut attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

5-6-Echantillons

Afin de permettre une meilleure appréciation des offres, les candidats devront mettre gratuitement à disposition de la personne publique les échantillons des articles suivant du BPU / DEAD.

- 1.1 ; 1.2 ; 1.3 ; 1.4 ; 1.5 ; 1.6 ; 2.5 ; 2.6 ; 2.7 ; 2.8 ; 2.9 ; 2.10 ; 2.11 ; 2.16 ; 2.17 ; 2.19 ; 2.20 ; 2.21 ; 3.1 ; 3.2 ; 3.3 ; 3.4 ; 3.5 ; 3.6 ; 4.1 ; 4.2 ; 4.3 ; 4.4 ; 4.5 ; 4.6 ; 4.10 ; 4.11 ; 4.12 ; 4.13 ; 4.14 ; 5.6

A l'issue de l'attribution du marché, la personne publique conservera les échantillons de l'ensemble des candidats en dépôt. Et ils ne pourront prétendre à une quelconque compensation

5-7-Signature de l'offre

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires que l'acheteur accepte les offres sans signature manuscrite ou électronique.

Cette signature sera demandée ultérieurement au candidat retenu lors de l'attribution du contrat.

Article 6 - Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 au moyen des critères suivants :

Critères de sélection des candidatures :

Sans Objet

Critères de jugement des offres :

1. Prix (pondération : 50 points)

La note attribuée aux candidats pour le critère « prix » est établie sur la base de la formule suivante et le montant total du BPU / DEAD :

$$\text{Note attribuée au candidat} = \frac{\text{Offre la moins la chère}}{\text{Offre du candidat}} \times \text{Pondération (50)}$$

2. Valeur technique (pondération : 50 points)

Le critère « valeur technique sera établi sur la notation des sous critères suivants :

- Qualité des produits proposés jugée grâce aux échantillons et aux catalogues (40 points)
- Délais de livraison proposés (5 points)
- Produits respectueux de l'environnement (utilisation de papier et plastique recyclé, écolabel ...) (5 points)

Les coefficients de pondération qui seront appliqués sont :

- Très satisfaisant : 1
- Satisfaisant : 0,7
- Moyennement satisfaisant : 0,5
- Insatisfaisant : 0,1

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

En conséquence, le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.

Conformément à l'article 60 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile à l'adresse suivante :

1) Renseignements administratifs

Adresse internet : www.grandcalais.fr

Si le fournisseur n'est pas en capacité de transmettre sa demande par voie électronique il la transmet à l'adresse suivante :

Correspondant : service Marchés Publics
Adresse :
76 boulevard Gambetta
CS 4021
62 101 CALAIS CEDEX
Téléphone : 0321195500
Fax : 0321195509
Courriel : marches.publics@grandcalais.fr

2) Renseignements techniques

Adresse internet : www.grandcalais.fr

Si le fournisseur n'est pas en capacité de transmettre sa demande par voie électronique elle la transmet à l'adresse suivante :

Correspondant : le service Patrimoine Bâti
Adresse :
76 boulevard Gambetta
CS 4021
62 101 CALAIS CEDEX
Téléphone : 0321195500
Fax : 0321195509
Courriel : marches.publics@grandcalais.fr
Adresse internet : www.grandcalais.fr

3) Voies et délais de recours

Dans le délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre, les candidats peuvent former un recours gracieux ou hiérarchique contre ladite décision.

Par ailleurs, les candidats ont également la possibilité de saisir le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre, d'un recours pour excès de pouvoir contre cette décision et contre les autres actes détachables du marché en application de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative.